



CHRONIQUE PRISON – JUSTICE

JANVIER 2018

3 janvier En prison, le mitard pour lutter contre les portables. « Le Monde » a pu assister à une commission de discipline à Fleury-Mérogis. Un quasi tribunal. « Les droits de la défense ne sont pas respectés dans cette procédure, l’avocat n’a pas le 1/10^{ième} des informations de l’administration » Benjamin COMPIN avocat. Des assesseurs venus de l’extérieur. A Fleury-Mérogis 18 assesseurs sont répartis dans les commissions de discipline.

La Ministre de la Justice va installer le téléphone dans les cellules. Un appel d’offres a été lancé. Les détenus pourront appeler les numéros que l’administration ou un juge auront autorisés. Plus de 50.000 cellules des 178 établissements pénitentiaires vont être équipés de téléphones dans les prochaines années.

Le port d’arme par des agents de sécurité privée encadrés par la loi. 1000 à 2000 personnes pourraient être armées.

Sans-abri : un décalage entre les annonces du Président et les faits. Alors que l’hébergement est saturé, l’action du gouvernement est dérisoire. Dans les grandes villes, la plupart des demandes au numéro 115 n’obtiennent aucune réponse.

Réaction en chaîne après l’agression de policiers à CHAMPIGNY. Des vidéos ont montré une gardienne de la paix rouée de coups le soir du réveillon. Le syndicat Alliance a demandé le retour des « peines planchers ».

Hausse du nombre de voitures brûlées au Nouvel An 1031 contre 935 en 2016.

4 janvier – En Corse Jean Guy TALAMONI, Président de l’Assemblée Corse demande une loi d’amnistie pour les prisonniers politiques. Gilles SIMEONI, Président du Conseil exécutif, parle lui aussi de prisonniers politiques, mais il demande le rapprochement familial.

Embarras devant le cas de la djihadiste Emilie KÖNIG. Cette bretonne de 33 ans, pionnière du djihad est détenue avec une dizaine de Françaises par les forces kurdes.

Comment la saisie a dégénéré à CHAMPIGNY. Après l’agression de deux policiers, la responsabilité des organisateurs de l’événement organisé dans un hangar et non- autorisé, est mise en cause.

Pas de retour des « peines planchers » d’après Edouard PHILIPPE. Instaurées par SARKOZY en 2007 elles avaient été supprimées en 2014.

5 janvier – Financement du terrorisme. La justice a établi deux faits : LAFARGE a monnayé auprès de groupes terroristes la sécurité de son usine et s’est approvisionnée sur des zones contrôlées par l’état islamique et Al-Qaïda.

Les djihadistes françaises arrêtées en SYRIE seront jugées sur place si les

« institutions judiciaires sont en capacité d'assurer un procès équitable ».

Raphaëlle BACQUE et Ariane CHEMIN, journalistes au « Monde » publient en libre « la communauté » une plongée à TRAPPES où le fondamentalisme musulman a peu à peu gagné en influence.

6 janvier – Pourquoi l'hostilité s'attise entre jeunes des cités et policiers. L'hostilité, ancienne et réciproque, est nourrie par une confrontation quotidienne et l'utilisation massive de la vidéo. De chaque côté, un sentiment d'impunité domine. L'agression des fonctionnaires à CHAMPIGNY relance le débat.

Chaque année entre 18000 et 19000 condamnations sont prononcées en répression d'infractions commises à l'encontre de personnes dépositaires de l'autorité publique. Chaque année entre 1200 et 1400 personnes dépositaires de l'autorité sont mises en cause dans des affaires de violences transmises à la justice.

Deux parents mis en examen pour « acte de torture » sur une fillette. Ils ont été placés en détention provisoire. La victime est entre la vie et la mort.

Médiapart dénonce un raté des renseignements. La Direction du Renseignement de la Préfecture de Police était au courant d'une menace d'attaque sur l'église de Saint-Etienne du ROUVRAY en juillet 2016.

Français arrêtés en SYRIE : l'exercice d'équilibriste de PARIS. Des propos de M. GRIVEAUX sur le sort des djihadistes sèment la confusion.

Un « tribunal des peuples » pour juger les politiques migratoires. Des associations organisaient, jeudi et vendredi, un procès contre la France et l'Union Européenne pour les morts de la migration. Depuis les années 2000, 40000 personnes ont trouvé la mort sur la route de l'Europe.

7 janvier – Violences sexuelles chez les jeunes communistes. Plusieurs femmes témoignent de harcèlement, d'agressions et de viols au sein du P.C.

Trois ans après, l'instruction « Charlie Hebdo » touche à sa fin. Les traces d'ADN ont permis d'avancer, 7 personnes mises en examen en 2017.

Un pilier de la filière d'ARTIGAT arrêté en SYRIE par les combattants kurdes. Il avait été condamné à 6 ans de prison par le tribunal correctionnel de PARIS en 2005 pour avoir joué un rôle clé dans la filière de recrutement pour la SYRIE.

Saint-Etienne du ROUVRAY : une enquête ouverte après les accusations de Médiapart. La Direction du Renseignement aurait négligé des informations cinq jours avant l'attentat et aurait antidaté les documents pour se couvrir.

Hébergement d'urgence : 4600 places prévues en Ile de France.

9 janvier – Plus de 100.000 demandes d'asile en France en 2017 (+17% en i an). Les Albanais restent les plus nombreux mais, en 2017, émergence d'une nouvelle demande en provenance d'Afrique. Le gouvernement tente de dissuader les demandeurs, notamment en renvoyant ceux qui ont laissé leurs empreintes dans un autre pays

européen.

Les douteuses méthodes de l'élu marseillais Karim ZERIBI. Le parquet a requis son renvoi en correctionnelle pour avoir détourné des fonds d'association. L'ex porte-parole des banlieues met ses démêlés judiciaires sur le compte d'un complot politique.

L'Assemblée Nationale se mobilise contre la surpopulation en prison. Yaël BRAUN-PIVET, Président de la commission des lois de l'Assemblée dénonce une situation « néfaste pour l'ensemble de la société ». 4 groupes de travail doivent formuler des propositions pour peser sur le projet de loi du gouvernement.

1^{er} décembre 2017 : 69714 détenus pour 59165 places, 1547 détenus dorment sur un matelas (+6% en 1 an). 29% des détenus en attente de jugement.

Les pistes pour faire retomber passion :

- prise en charge par les hôpitaux psychiatriques des malades 30% des détenus souffrent de troubles psychiques.
- Etablissement ouvert pour les détenus qui ne sont pas dangereux
- Développement des peines alternatives.

10 janvier – Le père d'Estelle MOUZIN attaque l'Etat pour « faute lourde ». Estelle a disparu à l'âge de 9 ans en 2003 en région parisienne.

Prison avec sursis pour les pionniers de la vapoteuse au chanvre. Les avocats ont décidé de faire appel.

A ARGENTEUIL, questions sur un contrôle de police. Violence policière ou policiers violents ? Le syndicat Unité SGP Police appelle à des rassemblements devant les commissariats, il demande la fixation de « peines minimum » en cas de violence contre des policiers.

Argent lybien : Alexandre DJOUHRI en garde à vue. L'intermédiaire financier, proche de SARKOZY, a été arrêté à LONDRES, il est notamment soupçonné de corruption d'agent public étranger.

11 janvier – Immigration : l'opération déminage du gouvernement. L'exécutif tente de calmer la fronde naissante au sein de la majorité sur le texte asile-immigration qui sera présenté au conseil des ministres en février.

Mort de Rémi FRAISSE à SIVENS : la justice prononce un non-lieu. Selon l'ordonnance, les forces de l'ordre « ont adapté leur riposte de façon parfaitement proportionnée ».

Ouverture d'une information judiciaire contre cinq policiers pour blessures involontaires. Un homme avait subi de graves brûlures aux mains lors de son transport en fourgon.

Incendie d'une épicerie casher à CRETEIL, trois ans jour pour jour après l'attentat de l'Hyper Casher.

Dope et vendetta à TOULOUSE. Au cœur du quartier de la REYNERIE les règlements de comptes liés au trafic de stupéfiants se multiplient. Une hybridation entre banditisme et religion s'opère, rendant certains dossiers sensibles. Plus de 10

morts en 6 ans et seulement 7 mises en examen autant dire le spectre inquiétant d'une contagion à la mode marseillaise.

12 janvier – Le lucratif et terrifiant trafic de faux médicaments. La France est devenue une plaque tournante pour les faussaires internationaux. Selon les dernières estimations, ces copies illégales coûteraient plus de 10 Milliards d'euros par an au secteur pharmaceutique européen.

Infractions fiscales : les députés s'attaquent au « verrou de BERCY ». L'administration fiscale, en France, est la seule à pouvoir décider d'engager des poursuites pénales en matière fiscale. « C'est un système d'ancien régime, qui revient à gérer les choses entre bons amis » Eric COQUEREL « la France insoumise ».

La tribune parue dans le « Monde » a suscité de violentes réactions en France et hors des frontières. Le droit à la « liberté d'importuner », les militantes féministes y ont vu la volonté de « refermer la chape de plomb » soulevée par le scandale WEINSTEIN.

Le Conseil d'Etat tranchera sur la « circulaire COLLOMB ». 27 associations ont déposé une requête pour faire annuler le texte qui prévoit le recensement des migrants en centres d'hébergement.

« Luxleaks » : Monsieur DELFOUR reconnu lanceur d'alerte par la Cour de Cassation du Luxembourg.

Monsieur TOUBON, défenseur des droits, préconise l'interdiction des lanceurs de balles de défense.

13 janvier – immigration : les associations dénoncent un projet de loi « déséquilibré ». Louis GALLOIS, Président de la Fédération des acteurs de la solidarité (ex FNARS) le projet présente « un durcissement très net » avec « une insistance » sur les mesures visant à reconduire les migrants en situation irrégulière.

Un mort et un blessé à MARSEILLE. Il s'agit du premier homicide par arme à feu à MARSEILLE. En 2017, 12 personnes étaient mortes dans des règlements de comptes.

Trois surveillants agressés à l'arme blanche par un détenu djihadiste à VENDIN-LE-VIEIL. Cet allemand proche d'OUSSAMA BEN LADEN était susceptible d'être extradé vers les Etats-Unis. Christian GANCZARSKI avait été condamné en 2009 à 18 ans de réclusion criminelle pour attentat à la synagogue de DJERBA en TUNISIE. Le syndicat UFAP-UNSA appelle à un mouvement de blocage des prisons le 15 janvier au matin.

L'affaire LACTALIS tourne au scandale sanitaire et industriel. Bruno LEMAIRE a dénoncé une entreprise défailtante. Au total 91 établissements dont 30 grandes surfaces et 44 pharmacies détenaient des boîtes qu'ils auraient dû retirer.

14 janvier – Le statut d'Yvan COLONNA devant le Conseil d'Etat. Condamné à perpétuité pour l'assassinat du préfet Claude ERIGNAC en 1998, il demande la levée de son inscription sur le registre des détenus particulièrement signalés (DPS).

19700 mineurs victimes de violences sexuelles en 2016. Pour 3 victimes sur 10,

l'atteinte sexuelle a eu lieu dans la sphère familiale.

Attentat de la rue COPERNIC : un non-lieu épineux. Les juges ont estimé que les charges pesant sur Hassan DIAB n'étaient « pas suffisamment probantes ».

LACTALIS : l'affaire du lait contaminé prend de l'ampleur. La contamination vaut au groupe LACTALIS plus de 100 plaintes de parents. Un cas a été détecté en Espagne.

16 janvier – Le directeur de la Maison Centrale de VENDIN-LE-VIEIL a demandé à quitter son poste. L'établissement accueille actuellement 100 détenus. Les syndicats avaient critiqué le récent allègement des conditions de détention de l'agresseur et réclamé le départ du directeur. Des opérations de blocage ont eu lieu à l'appel de l'UFAP-UNSA Justice, la CGT pénitentiaire et FO pénitentiaire. La Ministre de la Justice se rendra le 16 janvier à VENDIN-LE-VIEIL.

Marine LEPEN a annoncé qu'elle allait rendre visite aux surveillants de VENDIN-LE-VIEIL le 12 janvier.

5 jeunes en garde à vue après le meurtre d'un adolescent à PARIS, rue de la ROQUETTE.

Braquage du RITZ : trois suspects ont été mis en examen, deux autres sont toujours recherchés.

17 janvier – Après l'agression de trois d'entre eux, les gardiens de prison, « usés » se mobilisent. La Ministre de la Justice s'est rendue à VENDIN-LE-VIEIL « pour comprendre ce qu'il s'est passé ». Lundi 15/01/18 sept surveillants ont été agressés et blessés à coups de poing par un détenu « radicalisé » au Centre Pénitentiaire de PEMEGNAN (MONT-DE-MARSAN). Les ¾ des prisons ont été affectées par des perturbations à l'appel de l'UFAP, FO et CGT. La Maison Centrale de VENDIN-LE-VIEIL compte une centaine de détenus pour 240 places. Emmanuel MACRON a annoncé pour la fin février « un plan pénitentiaire global » : construction de 15000 places de prison, les personnels, le renseignement pénitentiaire.

Emmanuel MACRON ne veut pas d'un parquet indépendant, les magistrats resteront nommés par le garde des Sceaux.

Les box vitrés des tribunaux en procès. Les avocats ont assigné en justice **la Ministre** de la Justice et l'Etat pour faute lourde. « Il est anormal au XXI^{ème} siècle de juger les gens comme des bêtes en cage » Gérard TCHOLAKIAN avocat.

L'affaire CARREIN ou la « guillotine de la misère ». « La revanche de la guillotine, l'affaire CARREIN » de Luc BRIAND Plein Jour. 17 octobre 1975 à ARLEUX près de DOUAI Jérôme CARREIN tente de violer et tue une petite fille de 8 ans. Condamné à mort, il sera exécuté en 1977, après que Robert BADINTER et Robert BOCQUILLON aient sauvé la tête de Patrick HENRY.

18 janvier – « La douleur et la honte » du pape face à la pédophilie au Chili. Il a rencontré en privé les victimes de prêtres pédophiles.

A CALAIS, MACRON s'en prend aux associations qu'il soupçonne de saboter sa politique migratoire. Il a cautionné le passage de la durée maximale de rétention de 45 à 90 jours.

Pierre JOXE assigne Alexandra BESSON en diffamation. L'ancien ministre de l'Intérieur est accusé par la jeune femme d'agression sexuelle lors d'une représentation à l'opéra BASTILLE en 2010.

La Cour de Justice de la République enquête sur Monsieur URVOAS pour « violation de secret professionnel » pour l'affaire Thierry SOLERE.

19 janvier – Des familles de djihadistes déposent plainte pour « détention arbitraire ». Une quarantaine de Français et une vingtaine d'enfants sont retenus dans la zone irako-syrienne.

Malaise social dans les prisons. Nos prisons sont ce que l'on veut qu'elles soient, un lieu où on préfère oublier ceux qui y sont, derrière ou devant les barreaux. Des négociations ont été ouvertes mardi soir par le Directeur de l'Administration Pénitentiaire, Stéphane BREDIN avec l'UFAP et la CGT. C'est la justice qui envoie par dizaines de milliers des personnes en prison pour quelques mois alors que les courtes peines ne sont d'aucun bénéfice. La durée moyenne de détention est de moins de 10 mois.

20 janvier – « Les détenus n'hésitent plus à nous bousculer ». Sous-effectifs, violences, insécurité... Des surveillants racontent au « Monde » leurs conditions de travail. « Il m'a jetée contre le mur. J'ai repris le travail aussitôt. On est en sous-effectif. Je ne voulais pas m'arrêter » Natacha surveillante.

Négociations marathon avec deux syndicats UFAP et CGT sur les recrutements, le matériel de sécurité, les quartiers d'évaluation de la radicalisation, la création de petits établissements ou d'unités à sécurité renforcée pour les détenus radicalisés. FO Pénitentiaire rejette ces négociations, elle souhaite évoquer le statut des personnels et les rémunérations.

Emmanuel MACRON attend d'ici le 30 janvier des propositions pour réhabiliter le travail d'intérêt général. Il faut que le TIG soit désormais prononcé et vécu comme une véritable peine.

21 janvier – Un projet d'accord pour améliorer la sécurité des surveillants a été soumis aux deux syndicats de surveillants UFAP et CGT Pénitentiaire. Il prévoit la création de 1100 emplois de surveillants sur 4 ans, 100 emplois dès 2018. Un régime de détention défini pour les « détenus terroristes et radicalisés ». Deux surveillants avaient été agressés à BURGO en CORSE par un détenu radicalisé. Le projet doit être examiné par les surveillants.

La défenseure des droits recommande le retrait de la « circulaire COLLOMB ».

23 janvier – Les surveillants de prison durcissent le conflit. Un projet d'accord a été rejeté par les syndicats. Les blocages ont repris. 15 prisons dont Fleury-Mérogis et SEQUEDIN étaient affectées par des « dépôts de clés », 40 prisons opérations de blocage, 2/3 des établissements touchés. Les 3 organisations de surveillants veulent

mettre sur la table le statut des surveillants et leur rémunération. Fin 2018 : élections professionnelles.



Cannabis : les fumeurs bientôt à l’amende. Un rapport préconise de verbaliser les usagers pour soulager les forces de l’ordre. 1,4 Millions d’usagers réguliers, 700.000 usages quotidiens, 139683 interpellations en 2016. En 2015 3098 peines de prison ferme. Le rapport doit être présenté ce mercredi à l’Assemblée Nationale.



24 janvier – PRISON : la stratégie payante de FO. Emmanuel BAUDIN, nouveau secrétaire général, bouscule les habitudes. FO a refusé l’unité pour accentuer ses revendications sur les statuts des personnels et les rémunérations. Mouvement de « dépôt des clés » dans 14 établissements, 49 établissements bloqués. FO joue la base contre le système, il réclame des pistolets à impulsion électrique et des chiens d’attaque pour les surveillants.

13 novembre : le procès du « logeur » Jawad BENDAOUD comparait à PARIS à partir de mercredi, pour « recel de terroristes ». A l’isolement depuis fin 2015, il a comparu trois fois notamment pour avoir mis le feu à sa cellule et menacé de mort des policiers.

« Les ombres de l’affaire HALIMI ». Plus de 9 mois après la mort de Sarah HALIMI, une retraitée parisienne de confession juive tuée par un voisin. Ses proches s’indignent de la lenteur de l’instruction. Pour eux comme pour le parquet, l’agresseur interné en

hôpital psychiatrique, a agi par antisémitisme.

A quand une prison décente en France ? Faute de moyens l'administration pénitentiaire se montre incapable de gérer les détenus radicalisés favorisant même la radicalisation de certains analyse le sociologue Farhad KHOSROKHAVAR.

25 janvier – Les syndicats de surveillants claquent la porte des négociations mardi 23/01/18. UFAP, FO et la CGT ont appelé à poursuivre le blocage des établissements.

Editorial : « prisons une crise lancinante ». L'écart entre les revendications des surveillants et les propositions du gouvernement est proportionnel au désintérêt de la société dans son ensemble pour l'univers carcéral.

Les Français détenus en IRAK face au risque de la peine de mort. 40 adultes et 60 enfants sont détenus par les forces kurdes de SYRIE qui n'appliquent pas la peine de mort. Par contre les adultes en IRAK peuvent être condamnés à la pendaison. Les avocats William BOURDON et Martin PRADEL ont envoyé un courrier au Président de la République à propos de leurs clients qui risquent la peine de mort.

26 janvier – Prison : BELLOUBET en difficulté face au conflit. La Ministre de la Justice a demandé des sanctions contre les surveillants grévistes. « Les syndicats de surveillants souvent déconcertants et irrationnels ». Des procédures d'exclusion temporaire de 5 jours avec retenue de salaire avec sursis ont été engagées. 72 établissements étaient affectés jeudi matin par des refus de service partiel ou total. La sécurité des établissements à rude épreuve : les détenus sont les premiers touchés. Des parloirs et des « cantines » ont été annulés.

En décembre 2017 Sylvia ALIAS et Lydia TROUVE ont créé le syndicat Pour la protection et le respect des prisonniers (PPRP). Elles s'étonnent qu'on laisse bloquer les prisons. « La pression monte dans la cocotte-minute » estime Paul MARCONOT Président de l'Association Nationale des Visiteurs de Prison (ANVP).

Le gouvernement opte pour une amende délictuelle pour les usagers. « Pas de dépenalisation de l'usage de cannabis » a insisté le ministre de l'Intérieur. 17100 mineurs ont été présentés à la justice pour un usage illicite de stupéfiant. Dans 9 cas sur 10 : procédure alternative aux poursuites.

28/29 janvier – Prisons : vers la fin du conflit, pas du problème. Le syndicat UFAP-UNSA à l'origine du mouvement a annoncé vendredi qu'il signerait l'accord du ministère ; FO et la CGT refusent de signer. Accord axé sur la sécurité et la rémunération – coup de pouce aux indemnités - 1100 emplois supplémentaires - sécurité renforcée pour les agents – prise en charge accrue des détenus radicalisés (1500 places pour des quartiers étanches).

Escalade de violences entre bandes à PARIS, la mort d'HISMAËL, 15 ans, a mis en lumière l'exacerbation des conflits entre ados.

Un suspect des attentats de PARIS et du THALYS mis en examen. Mohamed BAKKALI a été remis par la Belgique à la France.

30 janvier – EHPAD : le système de soins en accusation. Sept syndicats appellent à la grève

le 30 janvier dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD). Mouvement soutenu par l'association des directeurs. « Je ne souhaite à personne d'être brusqué, comme on brusque les résidents » ex salariée d'une maison de retraite de l'ARDECHE.

Le gouvernement fait bloc pour défendre Gérald DARMANIN après l'annonce de l'ouverture d'une enquête préliminaire pour viol.

A NICE, un policier dans des écoles dès septembre. La décision de la Mairie provoque de vifs débats.

Adeline HAZAN, contrôleur générale des lieux de privation de liberté... La sortie de la crise se fera notamment lors que l'on cessera d'incarcérer des personnes qui ne devraient pas l'être, à l'image de celles qui sont atteintes de troubles mentaux. L'état des prisons mis en lumière par la crise qui s'achève, met en danger les surveillants comme les détenus, mais aussi la société.

31 janvier – Yvan COLONNA ne pourra pas être transféré en CORSE. Le Conseil d'Etat a rejeté son recours pour la levée de son inscription sur le registre des « détenus particulièrement signalés » (DPS).

Au procès de Jawad BENDAOU, la cité, la coke, la prison. Le tribunal s'est penché sur la personnalité du logeur des terroristes du 13 novembre 2015. Il est à l'isolement depuis 27 mois « J'ai pas touché un humain depuis 27 mois. Sauf au parloir, mon frère, mon père et ma copine ».

Une vidéo de l'interpellation de Thio L. par la police resurgit. Selon les avocats de chaque camp, ces images n'apportent rien de neuf.

A MARSEILLE un policier soupçonné de « tricoche » après avoir tué un homme. Il aurait assuré « au noir » la sécurité d'un établissement de nuit.